

Bruxelles, le 6 avril 2006

Le commissaire Louis Michel avance des idées pour la restructuration des Nations unies

Les 4 et 5 avril, Louis Michel, commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, a participé à New York aux premières réunions du groupe de haut niveau chargé d'émettre des propositions de réforme des Nations unies dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et de l'environnement.

Il y a plaidé pour un renforcement du rôle des Nations unies, car « elles sont la seule institution qui incarne la gouvernance mondiale. Aucun autre acteur ne peut remplir ce rôle avec la même bienveillance. Les Nations unies n'ont d'autre projet que l'harmonie du monde fondée sur l'État de droit, la liberté et la démocratie. Ceux qui veulent réduire le rôle de l'ONU à celui de niche, parcellisée, ou qui ne lui reconnaissent qu'une fonction d'instrument opérationnel, affaiblissent dangereusement l'espoir d'un monde apaisé, pacifique et plus juste. »

Lors des rencontres du groupe, réuni par le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, M. Michel a avancé les idées suivantes :

« Il faut renforcer la légitimité de l'organisation en introduisant des processus plus évidents de responsabilisation politique. Les multiples agences des Nations unies projettent souvent une image fragmentée et bureaucratique de cette institution. À défaut de rationaliser, de fusionner ou d'élaguer, il faut au moins commencer par les regrouper en piliers thématiques. Les piliers pourraient travailler sous la direction et la conduite de secrétaires généraux adjoints directement responsables devant le secrétaire général, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et l'ECOSOC. »

À propos de l'ECOSOC, M. Michel a plaidé en faveur d'un pouvoir beaucoup plus grand de cette instance. « Tant que l'ECOSOC a le pouvoir réduit qu'il a aujourd'hui, il manquera toujours un instrument politique pour domestiquer humainement la mondialisation », a-t-il déclaré.

Dans le même ordre d'idées, il a suggéré de « rapprocher, voire d'intégrer, l'Organisation mondiale du commerce dans les Nations unies ».

Dans le domaine du développement et l'aide humanitaire, il a également proposé la création d'un « atlas mondial des donateurs » en tant qu'instrument essentiel pour une aide plus efficace et coordonnée. Il a aussi mis l'accent sur l'appropriation du développement par les pays partenaires et sur l'importance de l'approche régionale.

Le groupe de haut niveau est coprésidé par les premiers ministres du Pakistan, Shaukat Aziz, du Mozambique, Luisa Dias Diogo, et de Norvège, Jens Stoltenberg. Ses autres membres sont: Gordon Brown, ministre des finances du Royaume-Uni; Ricardo Lagos, président du Chili; Mohamed El-Ashry, ancien président et directeur général du Fonds pour l'environnement mondial; Robert Greenhill, président de l'Agence canadienne pour le développement international; Ruth Jacoby, directeur général de la coopération au développement en Suède; Benjamin W. Mpaka, ancien président de Tanzanie; Jean-Michel Severino, directeur général de l'Agence française de développement; Keizo Takemi, ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères du Japon; Josette Shiner, sous-secrétaire aux affaires économiques, entrepreneuriales et agricoles au département d'État des États-Unis; Kemal Dervis, administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD); Lennart Båge, président du Fonds international de développement agricole (FIDA). Tous les membres, dont Louis Michel, participent à titre personnel.